

Consommation et investissement des ménages

Les dépenses de consommation des ménages ont calé au quatrième trimestre 2018 (0,0 % après +0,4 %). En effet, si la consommation de services a été relativement dynamique (+0,5 % après +0,3 %), la consommation en biens, quant à elle, s'est nettement repliée (-0,6 % après +0,3 %), notamment en biens durables. En moyenne sur l'année, la consommation des ménages a augmenté en 2018 un peu moins vite qu'en 2017 (+0,8 % après +1,1 %).

Au premier trimestre 2019, la consommation retrouverait du tonus (+0,5 %) dans un contexte restant favorable pour le pouvoir d'achat. La consommation de biens rebondirait nettement (+0,4 % après -0,6 %), portée par la consommation d'énergie tandis que la consommation de services conserverait le même rythme (+0,5 %). Au deuxième trimestre 2019, la consommation ralentirait un peu (+0,4 % après +0,5 %), notamment celle de biens. En particulier, la consommation d'énergie se replierait, après un fort rebond au premier trimestre.

Le taux d'épargne refluerait à 15,2 % mi-2019, après avoir fortement augmenté fin 2018.

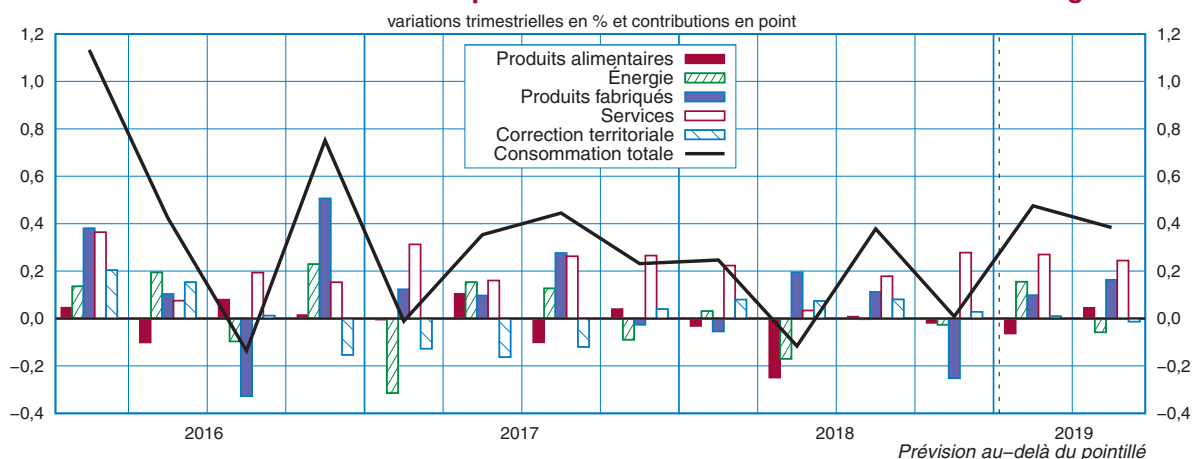
L'investissement des ménages a nettement ralenti en 2018 (+1,9 %), après une croissance exceptionnelle en 2017 (+5,6 %). Au premier trimestre 2019, il se replierait, compte tenu de la baisse passée des permis de construire. L'acquis de croissance annuelle de l'investissement des ménages serait de -0,6 % mi-2019.

La consommation est restée stable au quatrième trimestre 2018

Au quatrième trimestre 2018, la consommation des ménages a été stable (0,0 % après +0,4 % au troisième trimestre ; graphique 1), malgré une accélération du pouvoir d'achat. Affectée en fin d'année par le mouvement social des gilets jaunes, la consommation en biens a nettement diminué (-0,6 % après +0,3 %, éclairage), alors que la consommation de services a accéléré (+0,5 % après +0,3 %). La consommation de biens fabriqués s'est nettement repliée : en particulier, la consommation de biens durables a chuté (-2,1 % après +1,2 %), sous l'effet d'une forte baisse des achats d'automobiles et malgré l'accélération de la consommation de biens d'équipement du logement (+1,5 % après +0,6 %). La consommation d'autres biens durables a ralenti (+0,4 % après +0,8 %). La consommation de textile a quant à elle reculé pour le deuxième trimestre consécutif (-0,4 % après -0,6 %). Les dépenses en autres biens fabriqués se sont légèrement repliées (-0,1 % après +0,2 %), tout comme les dépenses en denrées alimentaires (-0,1 % après +0,1 %). La consommation d'énergie a légèrement diminué (-0,3 % après 0,0 %).

La consommation en services a gagné un peu d'élan, portée par le dynamisme de l'hébergement-restauration (+1,0 % après -0,2 %). La consommation de services de transports a néanmoins ralenti (+0,9 % après +3,6 %).

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

Au premier semestre 2019, la consommation se redresserait nettement

Début 2019, la confiance des ménages rebondit après avoir lourdement chuté fin 2018. Le pouvoir d'achat garderait de l'allant, sous l'effet des mesures d'urgence économiques et sociales. Dans ce contexte, la consommation des ménages progresserait de 0,5 % au premier trimestre 2019 (*tableau*). La consommation de biens rebondirait (+0,4 % après -0,6 %), tandis que celle de services resterait dynamique (+0,5 % après +0,5 %).

Les dépenses en énergie augmenteraient fortement (+1,8 % après -0,3 %), après un quatrième trimestre aux températures relativement douces. La consommation de carburants accélérerait (+1,4 % après +0,5 %). La consommation alimentaire se replierait de nouveau (-0,4 % après -0,1 %), tandis que celle de textile-habillement rebondirait (+0,4 % après -0,4 %). Les achats de biens durables augmenteraient légèrement (+0,5 % après -2,1 %), du fait du redressement de la consommation en biens issus de l'industrie automobile (+0,5 % après -4,6 %). La hausse des achats de biens durables serait toutefois atténuée par le léger ralentissement de la consommation de biens d'équipement du logement et le repli de celle d'autres biens durables. Au total, la

consommation de produits manufacturés rebondirait légèrement au premier trimestre 2019 (+0,3 % après -0,6 %).

La consommation de services resterait dynamique, en particulier celle de services d'hébergement-restauration (+0,9 % après +1,0 %) et de transports (0,7 % après +0,9 %).

Au deuxième trimestre 2019, la consommation des ménages décélérerait un peu (+0,4 % après +0,5 %). En effet, la consommation en biens ralentirait légèrement (+0,3 % après +0,4 %), entraînée notamment par un repli de la consommation d'énergie. Les dépenses en services garderaient le même rythme (+0,5 %).

Le taux d'épargne ne baisserait que légèrement au premier semestre 2019

Fin 2018, le taux d'épargne a nettement augmenté (de 14,4 % au troisième trimestre à 15,3 % au quatrième trimestre, *graphique 2*). En effet, la consommation des ménages a stagné, malgré une forte accélération du pouvoir d'achat. Sur l'ensemble de l'année 2018, le taux d'épargne s'établirait à 14,5 % en moyenne, en légère hausse par rapport à 2017 (14,2 %). Au premier trimestre 2019, le taux d'épargne augmenterait encore légèrement (15,5 % après 15,3 %), malgré le rebond prévu pour la consommation. Il diminuerait ensuite au deuxième trimestre et s'établirait à 15,2 % mi-2019.

Dépenses de consommation et investissement des ménages

aux prix de l'année précédente chaînés, données CVS-CJO

	Variations trimestrielles en %										Variations annuelles en %			
	2017				2018				2019		2016	2017	2018	2019 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Dépenses totales de consommation des ménages (1) + (2) + (3)	0,0	0,4	0,4	0,2	0,2	-0,1	0,4	0,0	0,5	0,4	2,0	1,1	0,8	0,9
Services (1)	0,6	0,3	0,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,5	0,5	0,5	1,5	1,6	1,5	1,4
Biens (2)	-0,4	0,7	0,6	-0,2	-0,1	-0,5	0,3	-0,6	0,4	0,3	1,6	1,3	-0,1	0,2
dont														
Alimentaire	0,0	0,6	-0,6	0,2	-0,2	-1,4	0,1	-0,1	-0,4	0,3	0,5	0,3	-1,2	-0,6
Produits agricoles (AZ)	-2,1	2,9	-1,0	-1,4	-0,1	-1,4	-2,3	-0,7	-0,6	1,1	1,0	-1,2	-3,2	-1,8
Produits agroalimentaires (C1)	0,4	0,1	-0,5	0,5	-0,2	-1,4	0,5	0,0	-0,3	0,1	0,4	0,6	-0,8	-0,3
Énergie	-3,8	1,9	1,6	-1,1	0,4	-2,0	0,0	-0,3	1,8	-0,7	2,1	0,1	-0,8	0,6
Énergie, eau, déchets (DE)	-5,7	2,5	1,5	0,1	0,4	-3,7	1,4	-1,0	2,2	-0,8	2,4	-0,6	-0,5	0,6
Cokéfaction et raffinage (C2)	-1,2	1,1	1,7	-2,7	0,4	0,1	-1,7	0,5	1,4	-0,5	1,8	1,2	-1,3	0,5
Produits fabriqués (C3 à C5)	0,6	0,4	1,3	-0,1	-0,2	0,9	0,5	-1,2	0,5	0,8	2,4	2,6	1,1	0,6
Produits manufacturés (C1 à C5)	0,3	0,4	0,7	-0,1	-0,2	0,0	0,3	-0,6	0,3	0,4	1,6	1,8	0,2	0,3
Correction territoriale (3)=(4)-(5)	11,1	12,8	8,4	-2,6	-5,3	-5,2	-6,0	-2,3	-0,8	1,1	-25,2	34,4	-7,9	-6,1
Importations services touristiques (4)	-1,1	-0,1	0,8	3,1	2,8	1,8	1,2	-0,4	-0,4	-0,4	3,3	-0,8	7,6	0,1
Exportations services touristiques (5)	2,2	3,7	3,2	1,2	0,2	-0,3	-0,9	-0,9	-0,5	0,0	-5,9	8,2	2,7	-1,7
Investissement des ménages	1,9	1,3	1,0	0,9	0,4	0,1	0,0	-0,3	-0,3	-0,2	2,8	5,6	1,9	-0,6

Prévision

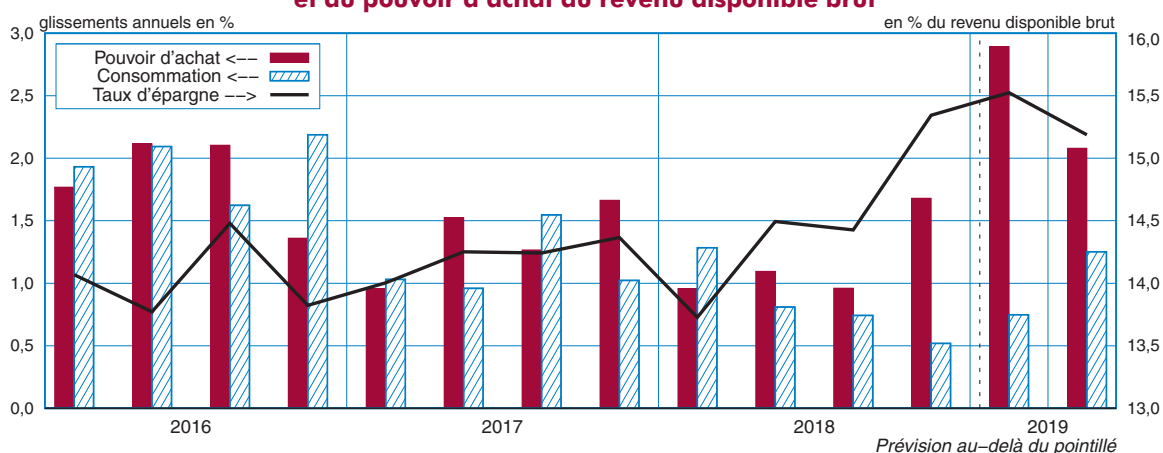
Source : Insee

L'investissement des ménages diminuerait au premier semestre 2019

Au quatrième trimestre 2018, l'investissement des ménages s'est replié (-0,3 % après 0,0 % au troisième). L'investissement continuerait de se contracter à ce rythme au premier semestre 2019 (-0,3 % et -0,2 % par trimestre). En effet, la baisse des permis de construire de logements individuels au deuxième trimestre 2018 se traduirait avec un décalage par une baisse de la production de logements individuels au premier

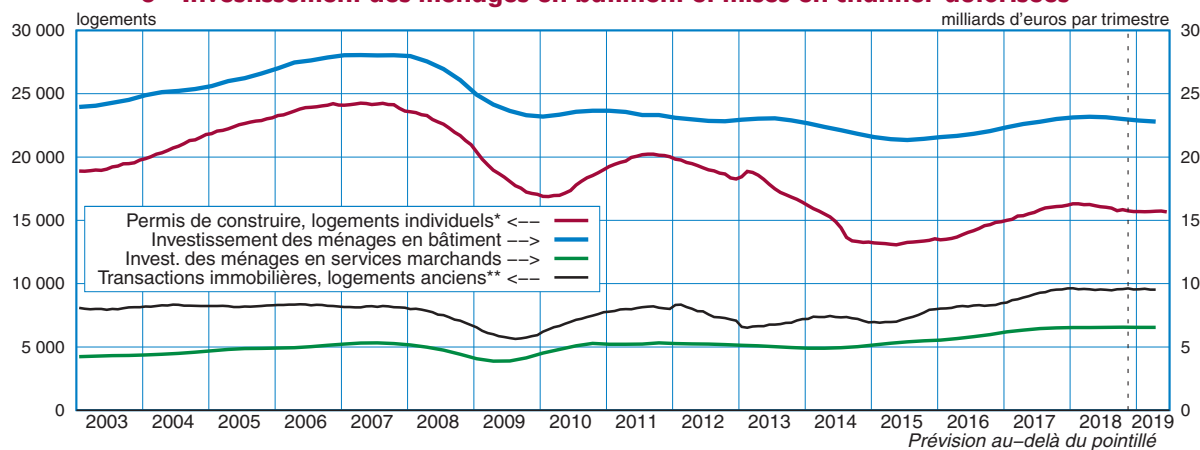
semestre 2019 (*graphique 3*). En outre, après avoir atteint un niveau record en 2017, le nombre de transactions immobilières dans l'ancien a à peine augmenté en 2018 et ne progresserait pas davantage en 2019. Ceci entraînerait une légère baisse de l'investissement des ménages en services (frais d'agence et de notaire principalement). En moyenne annuelle, après avoir nettement ralenti en 2018 (+1,9 % après +5,6 %), l'investissement des ménages se replierait au premier semestre 2019 : son acquis de croissance annuelle s'établirait à -0,6 % mi 2019. ■

2 - Taux d'épargne et variations de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



Source : Insee

3 - Investissement des ménages en bâtiment et mises en chantier autorisées



* moyenne mensuelle sur 18 mois
 ** cumulés sur 12 mois, en centaines
 Sources : Insee, SDES